

Ce que nous avons entendu

« La collaboration entre les Nations côtières est très forte. Nous suivons une vision globale, [car] les éléments de la gestion écosystémique sont interconnectés. »

Intérêt technique, capacité et expertise en gestion des océans

- Les participants comptent des membres d'une Première Nation et d'un gouvernement autochtone, qui n'appartiennent ni l'un ni l'autre à un groupe de gestion des ressources aquatiques et des océans. Ils souhaitent tirer des leçons des expériences de gestion des océans d'autres Nations, en particulier en ce qui concerne les aires marines protégées et de conservation et le zonage marin.
 - Un participant a récemment commencé à participer à un partenariat d'aires marines protégées extracôtières avec d'autres Nations autochtones dans le cadre d'un protocole d'entente qui comprend des objectifs de collaboration à l'échelle côtière.
 - L'autre fait partie d'un certain nombre de tables techniques pour gérer les ressources dans les zones marines et riveraines et prévoit participer à l'avenir à des tables techniques gouvernementales conjointes sur l'augmentation du trafic maritime et les interventions en cas de déversement d'hydrocarbures.
- Les participants soulignent l'importance des pêches pour leurs Nations. Ils veulent assurer un accès continu aux zones de pêche et se renseigner sur les outils nécessaires pour protéger ces zones contre les flottes commerciales et récréatives, l'érosion causée par d'autres industries et les impacts du transport maritime accru et des ports nouveaux et en expansion, y compris le risque accru de déversement de pétrole et d'autres incidents maritimes.
 - Un participant a parlé à Transports Canada du déplacement des voies de navigation, et l'autre mentionne l'absence d'une voie de navigation maritime établie et du système radar de Transports Canada dans sa région.
 - Un participant a des cartes des zones de pêche importantes sur son territoire, et l'autre veut s'assurer que son économie basée sur la pêche est prise en compte parallèlement à la pêche à des fins alimentaires, sociales et rituelles. « Ils doivent comprendre la robustesse de nos économies. Dans le cadre de la planification spatiale marine, nous voulons communiquer les intérêts de notre peuple. »
- Les participants s'attendent à ce que les gouvernements et les Nations autochtones aient des conversations constructives lorsque des décisions en matière de gestion des océans sont envisagées. « Nous voulons que le gouvernement respecte la façon dont les Nations travaillent ensemble : nous avons des liens culturels de longue date sur notre façon de travailler et nous devons l'affirmer dans le paysage marin. »
 - Selon l'un d'eux, le contexte de traité exige des consultations et une gestion conjointe, mais l'autre indique que le Ministère a imposé des fermetures de la pêche

dans le cadre de la planification spatiale marine avant de consulter sa Nation au cours des dernières années.

- On s'inquiète aussi de la façon dont la gestion des ressources est divisée entre les gouvernements. « *Tout est interconnecté : événements, monts sous-marins, espèces, mouvement des courants, etc.* ».

Rôles techniques

« *Le plus important, c'est le financement; nous avons tous utilisé nos ressources au maximum.* »

- Les participants soulignent l'importance du financement pour le renforcement et le maintien des capacités afin qu'ils puissent participer pleinement à tous les aspects techniques de la planification spatiale marine. « *Il n'existe pas de programme cohérent pour financer cela.* » Les deux soulignent l'importance d'attirer les jeunes. « *Mais ça ne peut pas être un éternel recommencement; il doit y avoir des emplois à plein temps intéressants pour les attirer.* »
- Les participants ont des capacités techniques variables pour participer à la planification spatiale marine.
 - L'un d'eux compte différents services pour la gestion des programmes, la coordination et les communications à l'échelle communautaire, la collecte de données, la collecte et la protection des connaissances autochtones, la surveillance et l'application de la loi, l'expertise en biologie et écologie, les systèmes d'information géographique (SIG) et la cartographie ainsi que d'autres activités, comme la conception graphique et la traduction.
 - Les autres besoins concernaient le personnel pour remplir la plupart de ces rôles techniques, car leur capacité est soit partiellement financée (p. ex. pour la gestion des programmes, la coordination et les communications à l'échelle communautaire, la collecte de données et la biologie marine), soit uniquement financée par des projets précis (p. ex. la collecte et la protection des connaissances autochtones, et la surveillance), soit n'est pas encore acquise (p. ex. analyse des données, application des lois, SIG et cartographie).
 - Les deux participants externalisent l'expertise technique : l'un pour l'analyse des données et l'autre pour les SIG et les services de cartographie.
- Les participants soulignent l'importance de la surveillance de la planification spatiale marine et d'autres décisions sur la gestion des océans, ainsi que de leur propre intendance de leurs zones et ressources marines. Un participant surveille beaucoup d'activités de pêche sportive en mer et dans les eaux intérieures, et l'autre constate un manque de surveillance ou d'évaluation des fermetures de pêche dans sa région.
 - Un participant considère que les Nations pourraient assumer ensemble le rôle de la surveillance; cependant, l'autre est d'avis que ce type de collaboration ne peut se faire qu'au niveau technique.

Outils techniques

« Nous avons des applications de cartographie à faire connaître, mais il serait formidable d'avoir quelque chose de plus intégré pour montrer les couches avec nos partenaires. »

- Les participants ont des besoins différents lorsqu'ils envisagent une gamme d'outils techniques qu'ils peuvent utiliser pour participer à la planification spatiale marine.
 - Les quatre principaux outils pour l'un d'entre eux sont un logiciel de gestion de projet collaborative, de l'équipement de surveillance et d'échantillonnage environnemental ou biologique (p. ex. des sondes marines), des technologies de capteurs (p. ex. gaz, nutriments) et des dispositifs de suivi mobiles. Cette Nation possède tous les autres outils énumérés sur la feuille de travail.
 - Les quatre principaux outils pour l'autre sont un logiciel de SIG (ArcGIS), un drone et d'autres équipements photographiques, ainsi qu'un système de suivi des côtes pour la collecte des données. Cette Nation a également besoin de la plupart des autres outils énumérés sur la feuille de travail. *« Il y a aussi le renforcement des capacités associées à ces outils. »*
- Les participants disposent d'autres outils techniques qui peuvent être utiles pour la planification spatiale marine. L'un d'eux est doté d'un logiciel de présentation de la cartographie des bases de données, d'un logiciel central de collecte de données, d'un groupe d'aînés, de lois et de règlements, et d'un service de SIG. L'autre a la cartographie des systèmes Avenza et l'interprétation et la traduction des langues.
 - Les participants proposent aussi des outils tels que des services par satellite dans les régions sans service cellulaire, des microphones et des magnétoscopes pour la collecte des connaissances autochtones et de meilleures options pour le stockage et la sauvegarde des données. *« La perte de données est un problème avec les objets électroniques »* selon une Nation, tandis que l'autre déclare que *« l'hébergement des données est l'un de leurs plus gros problèmes »*.
- Un participant désire partager un logiciel de modélisation environnementale et biologique avec d'autres Nations ainsi qu'un protocole ou une politique pour la transmission des connaissances autochtones ou des données spatiales, qui serait claire à propos de la durée de ce type de partage. L'autre s'inquiète de la façon dont les données communiquées seront utilisées et devrait avoir l'assurance qu'elles ne feront pas l'objet d'un usage abusif. *« Dans le passé, nous avons eu des ennuis avec la communication de données sur les espèces en péril et le COSEPAC. »*

Formation technique

« Nous voulons plus de personnel ayant un niveau d'éducation plus élevé : diplômés et grades. »

- Les participants (ou les membres de leurs Nations) ont suivi une partie de la formation indiquée sur les feuilles de travail. Par exemple, tous deux ont suivi une formation sur la sécurité et les navires, ainsi que des cours techniques sur les poissons et une formation sur l'intendance ou la formation de garde-pêche.
 - L'un d'eux fait remarquer que, même si une personne a suivi certains cours de formation, d'autres membres du personnel peuvent encore avoir besoin de cette formation. Ils pensent également que certains certificats de formation technique

peuvent ne pas couvrir toute la formation que le personnel technique doit posséder. Par exemple, le certificat de formation technique en intendance ne couvre pas l'identification des espèces, l'échantillonnage des écailles ou d'autres tâches requises pour l'évaluation.

- L'autre souligne les liens entre la formation offerte dans le cadre d'autres programmes autochtones, comme l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique, et il recommande que le Ministère pense à la façon dont il pourrait tirer parti des résultats de la formation. « *Nous avons besoin de passer un certain temps en mer pour obtenir un brevet de capitaine de pêche de classe IV, donc si nous pouvions utiliser les navires pour sortir à d'autres fins, cela nous aiderait.* »
- Les participants appuient l'élaboration d'un programme de formation pour participer à la planification spatiale marine parce que la formation offerte aux Nations est généralement liée à un projet de financement précis et non à un emploi réel. « *C'est très disparate. Un programme de formation pourrait englober une bonne partie de ces cours.* »
 - Un participant recommande qu'un expert soit jumelé à du personnel formé dans les petites collectivités ou les collectivités éloignées afin qu'il y ait quelqu'un (p. ex. un mentor) qui puisse être appelé à répondre aux questions ou à apporter de l'aide dans certaines situations.
- Les participants appuient fortement le personnel qui a suivi une longue formation en biologie, en cartographie sur SIG, en technologie et en gestion des ressources. Une Nation a une bourse d'études annuelle de 10 000 \$ dans son fonds en fiducie pour l'éducation de longue durée.
- Les participants donnent également la priorité à la formation environnementale et biologique, ainsi qu'à la formation sur l'utilisation de divers logiciels, afin de participer à la collecte de données et de connaissances autochtones et de remplir des rôles de surveillance, d'évaluation et d'intendance (p. ex. par l'entremise d'un gardien du savoir, l'utilisation de l'équipement et la formation sur la sécurité).
- Les participants préfèrent utiliser des installations de formation, des universités et d'autres organismes d'éducation qui sont connus localement et plus près de chez eux. L'un d'eux soutient également l'idée d'avoir une formation conjointe dans la Nation (ou dans une Nation voisine). « *La formation conjointe a été un grand succès. C'est un travail d'équipe pour les petites collectivités.* »

Partenariats

« *Cela doit être bien coordonné, mais pas au niveau de la planification spatiale marine.* »

- Les participants souhaitent davantage de partenariats entre les ministères fédéraux (Pêches et Océans Canada, Parcs Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Transports Canada, entre autres) ainsi qu'avec la province.
- Les participants veulent aussi tirer des leçons des expériences d'autres Nations en matière de planification spatiale marine et de gestion des océans. De nombreux exemples autochtones ont été présentés à l'atelier et des exemples de plans d'utilisation du milieu marin, ainsi que le dispositif mobile de suivi des côtes du réseau d'intendance côtière, et au cours de la journée, on a discuté des cours de formation spéciale.

- Les participants accueilleraient favorablement plus d'échanges et de réseaux de nation à nation dans les domaines de la planification spatiale marine et de la gestion des océans. Un participant pense que ces possibilités pourraient déboucher sur un plus grand partage des capacités techniques et sur de futurs partenariats. L'autre entrevoit un potentiel de partenariat avec les industries commerciales et les experts-conseils.

Leçons tirées de l'atelier pilote

- Les participants proposent les moyens suivants pour permettre à l'Institut d'améliorer les feuilles de travail pour les ateliers futurs : prévoir plus d'espace sur la feuille de travail générale, mais répartir le contenu sur deux pages; numéroter les cours de formation d'un à six et les cours spéciaux de a. à e. ou f.; et demander aux animateurs d'offrir différentes options aux participants pour expliquer leurs capacités actuelles et leurs besoins précis.
 - Ces changements ont été apportés aux feuilles de travail utilisées dans les ateliers suivants.
- Les participants proposent également que le glossaire présenté dans le document de travail soit augmenté et qu'une liste d'acronymes soit dressée et diffusée.